



Le 5 juillet 2010

Communiqué suite à la réunion protocolaire du 2 juillet

Protocole : la DGAC veut un acte final.

La réunion protocolaire du 2 juillet devait être l'occasion de répondre aux attentes des OS, et tout particulièrement donner une solution pour sortir les salles de contrôle du climat hypertendu actuel. Mais il faut le reconnaître, chaque plénière protocolaire réserve son lot de surprises. Voici le film de la journée :

Une DGAC « pilotée » depuis les cabinets des ministres !

Le DG a commencé par un exposé intéressant de la situation, expliquant le contexte général dans lequel nous nous trouvons. Mais comme désormais à son habitude, la conclusion n'était pas la suite logique de son analyse. Il confia alors à l'assemblée qu'il ne maîtrisait pas la situation, que lui aussi avait des instructions du Ministère et que tout était piloté par les cabinets des ministres (ministre d'Etat et secrétariat d'Etat aux Transports).

Il a ainsi confirmé l'ambition du gouvernement d'aller vers un modèle fusionnel (position très isolée – la France est essentiellement seule – mais assumée au sein du High Level Implementation Board du FABEC dont le DG français assure la présidence). La position du gouvernement est donc a priori inchangée depuis le 11 janvier 2010, en dépit de plusieurs jours de grève fortement suivis par les personnels de la DGAC. Malgré tout, ce choix devra être « confirmé » en septembre 2010, après avoir étudié les conclusions du rapport final de G. SAVARY et suite à une réunion de concertation entre les ministres et les OS de la DGAC.

Avant de commencer à travailler les différents sujets de la version V3 du protocole (104

pages distribuées le mercredi soir pour une séance le vendredi ! Difficile de travailler intelligemment dans de telles conditions...) l'intersyndicale à laquelle l'UNSA-ICNA s'est jointe, a souhaité remplacer la partie sur le FABEC par une version prudente, n'engageant pas l'avenir et renvoyant ce sujet à la réunion de négociation spécifique de septembre.

Cette solution avait le mérite de ne pas bloquer la démarche protocolaire tout en évitant d'afficher en juillet une position susceptible d'être modifiée en septembre. Malheureusement et après coordination entre DG et ministère, cette solution n'a pu être retenue et le DG a dû confirmer sa volonté d'écrire dans le protocole la direction claire et nette d'un prestataire unique, avec certes un agenda quelque peu élargi (10 ans). Dans ces conditions, l'Intersyndicale n'a pas eu d'autre choix que de quitter la table.

L'UNSA-ICNA a lui fait le choix de rester, non pas pour cautionner la proposition du DG qui de toute façon et de son propre aveu ne maîtrise rien, mais bien pour obtenir des réponses claires concernant le feu qui brûle dans les salles et les tours de contrôle, un peu partout en France.

Les questions de l'UNSA-ICNA :

La V2 est-elle oui ou non retirée ?

Face à cette simple question, volontairement fermée pour éviter les erreurs d'interprétation, la première réponse du DSNA a été : « *je ne sais pas* » ! Il s'est ensuite repris en disant qu'elle pourrait être remplacée par les conclusions d'un GT VRO, GT qui ne se réunit pas ! Et si les conclusions de ce GT ne sont pas convenables, et si les ICNA refusent de signer ce protocole, la V2 refera-t-elle surface ? Ou bien aura-t-on droit à une « V1 phase 2 » comme évoquée en CTP/DSNA ? On voit bien que cette V2 est utilisée comme un outil de pression, voire de chantage. Mais ne nous y trompons pas : cet outil utilisé aujourd'hui pour le protocole pourra tout aussi bien resservir demain !

Quand doit se tenir le prochain GT VRO ?

« *Je ne sais pas. Avec le rythme des négociations protocolaires, il est difficile d'arrêter une date* ». De l'aveu même du DSNA, ce dossier sera vraisemblablement négocié en bilatérale (donc, toujours autant dans la transparence...) et pas en séance plénière de GT. Il faut que tout soit prêt pour que le protocole soit signé d'ici la fin du mois !

Nous voulons déconnecter le GT VRO du contexte protocolaire : les salles sont en attente de décisions imminentes !

« *Impossible. Il faut que le Ministre s'engage ou sinon la DGAC pourrait être accusée d'avoir trouvé des petits arrangements entre amis avec ses contrôleurs aériens* ».

Les CDS/CDT/CCA constituent la plus haute autorité opérationnelle des organismes de contrôle. Ils doivent avoir la responsabilité de leurs effectifs et pouvoir autoriser officiellement, en fonction des effectifs et de la situation opérationnelle, des montées décalées et des départs anticipés.

« *Impossible. On ne peut imaginer un système qui permette aux CDS/CDT de réduire significativement le temps de travail des contrôleurs.* » Toutefois, le DSNA a précisé que dans un contexte VRO et que si la confiance revenait (au passage, intéressant d'apprendre qu'il n'a pas confiance dans ses personnels, difficile alors de demander la réciprocité...), « *la V2 ne serait pas nécessaire* ». Sous-entendu, si on est bien obéissants, on aura le droit de partir un peu plus tôt quand on n'aura plus besoin de nous, mais comme le Département d'Etat dans « Mission Impossible », l'administration niera formellement avoir eu connaissance de ces agissements... Gare aux accidents sur le trajet du retour !

Que pensez-vous de notre proposition alternative à la VRO (l'AMI : cf. notre communiqué du 27/06/10) et d'une meilleure prise en compte des missions d'ingénieurs effectuées par les ICNA ?

« *Nous aurions apprécié recevoir un document de travail plutôt que lire cela dans un tract syndical, mais ce sera à étudier dans le GT VRO lorsqu'il se réunira.* »

Quid de l'assouplissement des règles de gestion des congés, remplacements, etc. ? [demandé par plusieurs syndicats consécutivement]

Le DSNA a annoncé l'assouplissement de la règle sur les remplacements, ainsi que l'autorisation de permutations entre équipes jumelles. Le DSNA a ensuite proposé d'autoriser le fractionnement de 3 demi-cycles de congés, le SNCTA demandant 6 demi-cycles. Pour notre part, et conformément aux dires du DSNA (qui annonce un peu partout que les ICNA ont 54 jours de congés), nous avons demandé le fractionnement de la totalité des congés disponibles (soit les 9 demi-cycles), seule façon d'arriver à ce chiffre. Résultat des courses : le DSNA annonce 5 demi-cycles fractionnables. Le débat sur ce point n'est toutefois pas clos, car pour l'administration, les jours fractionnables ne concernent que les jours potentiellement travaillés, et non les jours de repos associés ! Cette interprétation n'est évidemment pas satisfaisante...

Les points de gestion ressources humaines

Ceux sur la table

- 5 demi-cycles de congés fractionnables (sans les jours de repos associés)
- 3 remplacements par 12 jours pour le remplacé
- 4 vacations pour 6 jours pour le remplaçant, sous réserve du respect des 11 heures de repos entre deux vacations
- Possibilité de « permuter » entre deux équipes jumelles

Ceux qui manquent

- Le coefficient « VRO/jour travaillé »
- La responsabilité accordée aux CDS/CDT de gérer leur effectif opérationnel
- La prise en compte du temps nécessaire pour l'exécution des missions d'ingénieur
- Un dispositif d'Astreinte qui permette de retrouver de la souplesse de gestion (comme l'AMI), et ne soit pas un outil de flexibilité (comme la VRO)

L'analyse de l'UNSA-ICNA : à la conquête du Dialogue Social !

La DGAC ne semble guère apprécier les communiqués de l'UNSA-ICNA, pourtant honnêtes, francs quoique sans complaisance, et n'hésite pas à le dire ! Manque-t-elle d'habitude dans la contradiction ? Elle confirme cependant par ces propos les relations conflictuelles qu'elle a volontairement instaurées depuis la création de notre syndicat, qui a eu le malheur de gêner les plans tout tracés du secrétariat d'Etat et bouleversé le paysage syndical au sein de la DSNA.

Que personne ne se trompe, tout ce que traverse la DGAC est le fruit d'une politique volontariste des pouvoirs publics, qui ont repris à leur compte un projet de prestataire unique qui leur offre sur un plateau tout ce qu'ils ont toujours désiré, et au premier chef la sortie de la DSNA de la Fonction Publique d'Etat. Ce qui a suivi, jusqu'aux récentes mesures orchestrées contre le corps des ICNA n'a qu'un seul but : nous faire plier en faisant le pari que la population des contrôleurs en 2010 ne ressemble pas à celle des années 70, celle qui a osé se battre pour avoir le droit de grève (les plus anciens se souviennent encore des

mises à pied, des révocations, et de tout ce qu'il a fallu pour faire de nous des Ingénieurs du Contrôle de la Navigation Aérienne). Mais la réaction des personnels lors des AG prouve qu'ils ont sous-estimé la situation.

Ainsi, ces dernières semaines ont démontré, malheureusement par l'absurde, la plus-value de notre compétence et de notre expertise. Il est désormais avéré que la force de la DSNA n'est pas son espace, mais avant tout l'efficacité de ses personnels, fruit d'un recrutement, d'une formation et d'une pluridisciplinarité atypique en Europe. Si l'UNSA-ICNA regrette amèrement le niveau de performance affiché actuellement par la DSNA, et surtout les désagréments que subissent les passagers et nos usagers (même ceux qui démontrent jour après jour le peu de considération qu'ils ont pour notre métier), **la responsabilité de ce gâchis doit être pleinement assumée par le ministère.**

Il suffit toutefois de prendre un peu de recul pour constater que nous sommes confrontés à une crise non pas seulement économique,

mais aussi des élites qui ont décidé de divorcer d'avec les citoyens. Crise de société, crise de la morale et des valeurs, crise du dialogue social : il n'y a qu'à ouvrir le journal pour voir à quel point les excès des puissants tranchent avec les efforts demandés aux français. Le gouvernement décide ainsi seul contre le reste du monde qu'il a raison, et les fonctionnaires deviennent les victimes expiatoires offertes à la vindicte populaire ! Et dire qu'on s'interroge quant à un désintérêt, voire dégoût, des citoyens pour l'action publique...

Devant cette situation, l'UNSA-ICNA refuse le découragement ; avec l'aide de sa maison mère l'UNSA et de son partenaire historique l'UNSA-IESSA, il continuera le combat syndical pour défendre nos droits, et promouvoir le progrès social. **Notre triptyque restera inchangé : informer, écouter, négocier**, pour défendre les intérêts de tous les ICNA et préparer l'avenir.

Mais que les choses soient claires : le Dialogue Social n'est ni une faveur, ni le fait d'un syndicalisme de propositions tellement merveilleuses que, béate, l'administration ne

peut faire que les suivre. L'administration n'écoute qu'à deux conditions : soit si on lui dit exactement ce qu'elle veut entendre (ce qui peut laisser, à ceux qui choisissent cette voie, l'illusion qu'ils ont les manettes), soit si le rapport de forces est suffisamment défavorable pour elle qu'elle préfère éviter l'affrontement.

Au-delà de l'échéance protocolaire actuelle, les élections professionnelles de fin mai/début juin 2011 devront donc remettre les pendules à l'heure. **Chaque ICNA devra alors en conscience se rappeler ce qu'il se passe aujourd'hui.**

Plus que jamais, les attaques que nous subissons renforcent notre détermination à faire de l'UNSA-ICNA une alternative crédible, pragmatique et raisonnable, aux délires qui ont conduit la DGAC à cette crise interne profonde et qui malheureusement laissera des traces. **Grâce à vous, nous pensons pouvoir changer les choses, et partir à la reconquête d'un dialogue social à nouveau respectueux de ses personnels.**

Notre site : www.icna.fr
Votre contact : unsa@icna.fr
Notre vision européenne : www.concordia-fabec.eu